L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 9 AOUT 1878. 51me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI 9 AOUT 1878.

Chaux! Chaux! Chaux! — Voir l'annonce d'aucun de D. E. Murphy & Son.

Poêles de Hiliter. — Voir l'annonce d'aucun de D. E. Murphy & Son, exposteurs.

Le partage de la Turquie.

On attribue à Bismark une opinion que nous ne croyons pas qu'il ait exprimée, ou du moins qu'il ait exprimée comme une règle. Il aurait dit qu'il était étonné que la France et l'Italie réclamassent quelque chose du traité de Berlin quand elles n'avaient rien fait pour la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix en Europe. Bismark aurait prévu, sans doute, ce qu'on aurait pu lui répondre : de quel droit alors l'Autriche occupe-t-elle la Bosnie et l'Herzégovine? Qu'est-ce que l'Autriche a fait pour le rétablissement de la paix? Elle n'a pas plus fait qu'elle ne fit lors de la guerre de Crimée. Les Russes assiégeaient tranquillement Silistrie, et l'Autriche n'opposait à cette invasion moscovite que des protestations sourdes, des menaces vaines, et de temps en temps quelques intempérances de langage renouvelées de Charles Quint, mais voilà tout.

L'Autriche, cette dernière fois, n'a rien fait de plus, si ce n'est une tentative de mobilisation de troupes, tentative qui n'a abouti qu'à l'obtention de quelques millions de thalers dont elle se sert maintenant pour payer les frais de son intrusion chez les Bosniaques.

Quand donc la France et l'Italie réclament quelque chose, elles y ont autant de droit que l'Autriche et beaucoup plus de droit car elles faisaient, 22 ans auparavant, partie de la coalition qui se termina par le traité de Paris de 1856 après la chûte de Sébastopol. Voila un service que la Turquie ne doit pas oublier.

Qu'avait fait l'Autriche pour le traité de Paris? Rien, et qu'a-t-elle fait pour le traité de Berlin? Rien non plus. M. de Bismark n'a donc pas prononcé les paroles qu'on lui prête. De quelque manière qu'on envisage cette affaire, il est impossible de ne pas y voir une répétition en Turquie des divers partages de la Pologne. Qu'avait fait la Prusse pour avoir droit au duché de Posen et à la Silésie? Rien. Qu'avait fait l'Autriche pour avoir droit au duché de Gracovie? Rien. Ces deux puissances n'avaient d'autre titre au partage de la malheureuse Pologne que le titre de voisinage. La Russie se reserva Varsovie, la Lithuanie et la plus considérable partie de la Pologne, parce qu'elle était la plus forte, et comme il arrive toujours en pareil cas, c'est le plus puissant prétendant qui se fait la part du lion.

La politique de la Russie est fort simple. Elle procède vis-à-vis de la Turquie comme elle a procédé vis-à-vis de la Pologne et comme elle avait commencé à procéder vis-à-vis de la Suède à laquelle elle n'a pu, jusqu'à présent, prendre que la Finlande. Ce qui sauve la Suède, ce sont les vues plus intéressées que la Russie porte vers le Sud et vers l'Orient. La Russie a assez de Nord, en effet, et c'est le Sud qu'elle ambitionne désormais. Elle sait très bien que la jalousie de certaines puissances l'empêchera toujours d'escamoter d'un seul coup la Turquie d'Europe. Aussi voit on la Russie ajourner cautelensement et ne retenir de toutes ses entreprises que ce qu'elle peut garder sans s'exposer à une série de guerres auxquelles ses finances seraient hors d'état de faire face. Mais elle a l'adresse de convier les prétendants qu'elle redoute au partage du gâteau. Elle voit donc sans inquiétude et même sans bonne foi l'Autriche occuper, on ne sait à quel titre, deux provinces turques les plus éloignées des voies tracées dans le programme russe. Non seulement la Russie laisse faire, mais elle invite les Puissances à participer à l'ordre nouveau inauguré par la guerre, car cette participation n'est ni plus ni moins que l'admission par l'Europe du droit que s'arroge la Russie de guerroyer avec la Turquie pour lui prendre son territoire.

Il ne pouvait donc y avoir aucune opposition de la part de la Russie à l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche. De même il ne pouvait y avoir de sa part aucune opposition à l'occupation de Chypre par l'Angleterre. L'Angleterre est là comme une marionnette jouant le jeu de la Russie sans le savoir, ou du moins sans le dire. La Russie ne s'opposerait pas mieux aux intentions de la France et de l'Italie, si ces deux Puissances, bien qu'elles n'aient rien fait cette fois pour cela, réussissent à obtenir, la première une tle ou deux îles et même trois îles de l'Archipel grec, et la seconde un arrondissement territorial dans le Tyrol ou ailleurs. Nous sommes sûr que la Russie favorise même secrètement ces prétentions. Il est évident que plus on prendra de choses à la Turquie, plus on légitimera les ambitions de la Russie, car en prenant ces choses on confesse le droit qu'elle a elle-même à prendre ce qu'elle pourra. Or, comme des plans de ce genre ne s'exécutent pas sans guerre, bien qu'on n'ait plus affaire qu'à une Turquie expirante, à un corps presque sans vie et qui attend le coup de grâce, c'est la guerre qu'on légitime aussi. On légitime deux fois ce droit de guerre, en laissant à la Russie le soin de régler elle-même l'indemnité pécuniaire qu'elle prétend lui être due pour ses frais militaires.

Ainsi, le mot de M. de Bismark n'a pas eu raison d'être, et il est trop fin pour l'avoir dit, si ce n'est en plaisantant, auquel cas il ne faut y attacher aucune importance. Mais, nous ne voulons pas donner à entendre que ce règlement ne lui inspire pas de sérieuses réflexions de son côté. Il doit se dire : Nous ne pouvons pas rester notre dévolu sur des îles qu'il nous aurait difficile de gouverner s'il plaisantait de notre marine, ni sur un Tyrol qui en port, comme celui de Trieste, qui ne touchent pas à notre territoire, mais quand tout le monde s'agrandit dans la, pourquoi nous [illegible] notre [illegible]! Voilà qui doit [illegible] grièvement l'[illegible] du

[illegible]

On a beau ne pas estimer certains docteurs, on n'en doit pas moins leur reconnaître plus qu'elle ne vaut, quand une [illegible] [illegible] [illegible]